



6COM-EUROPE

LETTRE BIMENSUELLE DE 6COM.BE SUR LES PROBLÉMATIQUES EUROPÉENNES

INSTITUTIONS EUROPEENNES

Les Verts au PE votent contre un accord budgétaire qu'ils estiment daté et peu solidaire

Le Parlement européen la proposition du Conseil sur le cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020. Une large majorité des parlementaires a convenu d'un règlement politique dans lequel le Parlement européen accepte le compromis accordé par les chefs d'Etats et de gouvernement. Le vote officiel des textes juridiques aura lieu au mois de Septembre. Le Groupe des Verts/ALE a voté contre cette proposition.

[Communiqué du CESE](#)
[Communiqué du groupe des verts](#)

Le Parlement européen préserve l'essentiel de la Taxe sur les transactions financières

Le 3 juillet 2013, le Parlement européen a adopté à une large majorité un rapport sur la taxe sur les transactions financières (TTF). Par ce vote, le Parlement soutient la coopération renforcée dans le domaine de la TTF que onze États membres veulent introduire, et propose une assiette limitant strictement les exemptions que l'industrie financière et certains États veulent imposer.

[Communiqué du groupe des verts](#)

Que l'UE arrête le bricolage! Appel du CESE

Le Comité économique et social européen (CESE) demande un véritable plan d'urgence pour la jeunesse, suffisamment ambitieux pour impulser l'inversion de la tendance actuelle: 1000 jeunes par jour ont gonflé les rangs des chercheurs d'emploi en Europe depuis 2008, et pour un tiers d'entre eux sans perspective de trouver un emploi dans l'année. Ces 6 millions de jeunes Européens méritent que l'Europe leur consacre plus que 0,6% de son budget et investisse enfin massivement dans pour leur avenir et le nôtre. Pour cela, le CESE estime qu'il est indispensable que l'UE ne s'arrête pas à un plan d'aide de 6 milliards € quand elle est capable de développer un plan d'aide aux banques 10 fois supérieur.

[Appel du CESE](#)

Travail non déclaré: la Commission consulte les syndicats et les représentants des employeurs

La Commission vient d'entamer une consultation des représentants des syndicats et des organisations d'employeurs au sujet des mesures à adopter pour prévenir et décourager le recours au travail non déclaré en améliorant la coopération entre les autorités chargées, dans les États membres, de faire respecter la législation, telles que les inspections du travail, l'administration fiscale et les autorités de sécurité sociale. Le document de consultation va recenser les grands problèmes liés au travail non déclaré (y compris les faux emplois indépendants), passera en revue les études récentes réalisées sur cette problématique et indiquera les objectifs et la teneur d'une initiative de l'Union pour lutter contre le travail non déclaré, initiative qui serait adoptée au second semestre 2013.

[Document de la consultation](#)

L'Europe sociale, ni pour hier, ni pour demain, selon l'OSE

L'Observatoire Social Européen (OSE) et l'Institut syndical européen (ETUI) ont présenté l'ouvrage **Bilan Social 2012 de l'UE**. Le livre met l'accent en particulier sur les mesures alternatives à même de sauver l'UE. S'appuyant sur les critiques grandissantes à l'encontre de l'austérité budgétaire, les auteurs proposent de nouvelles stratégies pour combattre la crise. Au premier rang de l'agenda, figure la nécessité pour l'UE de permettre aux pays du Nord d'adopter des politiques budgétaires plus favorables à la croissance afin de relancer la demande globale. Cela pourrait aider les pays les plus durement touchés par la récession à finalement sortir de la crise, et ainsi sauver le projet européen.

[Bilan Social 2012 de l'UE](#)

L'impact de la politique d'austérité sur les systèmes nationaux de soins de santé

Une publication récente de l'Observateur social européen (OSE) met en lumière le changement important survenu récemment dans les politiques de l'UE en ce qui concerne les soins de santé. Le dossier souligne avec pertinence que l'application des règles du marché intérieur a été au cœur du débat durant la dernière décennie. Aujourd'hui, les soins de santé sont principalement traités dans le contexte de l'assainissement budgétaire.

[La publication de l'OSE](#)